

ILS REPRENDRONT LA PROTESTATION LA SEMAINE PROCHAINE

Les médecins résidents ne décolèrent pas

La grève de deux jours initiée par le Collectif des médecins résidents algériens a pris fin, hier. Ils se sont donné rendez-vous, lundi prochain, pour un autre mouvement de protestation, en raison de l'absence de prise en charge de leur plate-forme de revendications.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le Collectif des médecins résidents, qui regroupe aussi les résidents en pharmacie et en chirurgie dentaire, se félicite de la mobilisation des étudiants autour de leur mouvement de grève.

Le taux de suivi a dépassé les 90% sur le territoire national, assurèrent les initiateurs de ce débrayage. Ces derniers ont d'ailleurs décidé de maintenir la protestation jusqu'à la satisfaction totale de leur plate-forme de revendications, notamment la suppression du service civil.

«Le service civil devra être supprimé. Ce décret, en plus de n'avoir pas réussi à régler les problèmes de santé dans les régions isolées, est illégal et discriminatoire», a déclaré un délégué des résidents.

Cependant, si le ministre de la Santé ne recule pas sur cette question, les grévistes demanderont la mise à leur disposition de mesures incitatives et de moyens humains et socioprofessionnels. «Le médecin spécialiste affecté dans les régions du Sud et des

Hauts-Plateaux doit bénéficier d'un plateau technique en adéquation avec sa qualification, d'un logement de fonction, de la gratuité du transport entre son lieu de résidence d'origine et son lieu de travail et d'une majoration de

du salaire en fonction de la zone de travail.» Les médecins résidents attendent un geste du ministre de la Santé, autrement ils reprendront la protestation lundi prochain. D'ailleurs une grève illimitée est envisagée dans le cas où ni Ould Abbès ni son homologue de l'Enseignement supérieur ne se décident à régler les problèmes soulevés par les médecins résidents.

«Le ministre de la

Santé dit que nous sommes des étudiants. Je l'invite à lire la définition d'un médecin résident dans le Journal officiel. Nous sommes définis en tant que praticiens en formation de post-graduation», a souligné le Dr Sid-Ali Merouane, porte-parole des médecins résidents. Pour rappel, le ministre de la Santé a indiqué que seules les revendications liées aux primes de contagion et de

garde relèvent de son secteur. Des revendications qu'il a promis de régler. De son côté, le ministre de l'enseignement supérieur n'a toujours pas réagi.

Ce qu'ils revendiquent

Les médecins résidents réclament la révision de leur statut particulier, le droit à l'exercice syndical, la suppression des services civil et militaire, une revalorisation

salariale, le droit de bénéficiaire des primes de risque, de contagion, d'accidents de travail et d'encadrement, la revalorisation de la prime de recherche, qui est actuellement de 4 000 DA, la revalorisation de la prime de garde, qui varie entre 600 DA et 700 DA, à 10 % du salaire de base, une meilleure formation ainsi que la suppression des examens intercalaires.

S. A.

CNCD ORAN

Meeting autorisé, mais l'affichage est interdit

Alors que la CNCD Oran pensait qu'en obtenant les autorisations pour la tenue de deux meetings, l'un à Oran prévu aujourd'hui et l'autre à Bethioua pour le 19 mars, il leur était «tout naturellement possible et logique» de pouvoir placarder des affiches annonçant les meetings en question, ils se sont vu interdire toute tentative d'affichage.

Au niveau de la CNCD Oran, on nous raconte la scène telle qu'ils l'ont vécue dans la soirée de ce mardi, alors que certains de leurs membres s'attelaient à coller des affiches pour informer les citoyens de la tenue du meeting d'Oran qui avait reçu l'accord officiel des autorités locales.

«Il était à peu près 22 h, lorsqu'en quelques minutes, deux fourgons de police se sont arrêtés à notre niveau (au centre-ville), d'où une vingtaine de policiers sont sortis. Ils nous ont encerclés et nous

ont signifié que l'affichage était interdit.» Les membres de la CNCD Oran leur expliquent alors qu'il s'agit de l'affichage de l'annonce du meeting autorisé par le wali, tout en leur exhibant le document en question.

«Les policiers nous ont alors répliqué : mais vous n'avez pas d'autorisation d'affichage et d'ailleurs pourquoi le faites-vous de nuit et n'importe où ?», rapporte Babadji Messaoud, l'un des membres de la

coordination présent sur les lieux : «Dès lors que nous avons l'autorisation de tenir notre meeting, nous ne voyons pas où est le motif de l'interdit pour afficher l'annonce de ce même meeting ? Concernant le choix de l'horaire d'affichage, nous avons choisi la soirée afin de ne pas déranger les passants, en plus nous ignorions jusque-là qu'il y avait un couvre-feu à Oran ! S'agissant des lieux d'affichage que vous trouvez anarchiques, s'il y a une liste à cet effet, nous aimerions bien l'obtenir», a-t-il ajouté.

Rien n'y fait, leurs tentatives de négocier l'affichage de la tenue du meeting autorisé seront fermement interdites. Le lendemain matin, Kaddour Chouicha,

l'un des membres de la CNCD Oran, s'est rendu au niveau de la Wilaya afin d'avoir une explication quant à l'interdiction essuyée la veille.

«J'étais même disposé à entamer une quelconque procédure pour obtenir une autorisation d'affichage, seulement, la réaction que j'ai eue face à mes interrogations par rapport à l'interdit d'affichage m'ont complètement déconcerté», nous dira Kaddour Chouicha.

La réponse à laquelle a eu droit le représentant de la CNCD Oran fut, dit-il en ces termes, «en dehors de la façade de la salle de cinéma où aura lieu votre meeting, ailleurs l'affichage est interdit. Pour ce type d'affichage entrant dans un

cadre politique, cela demeure interdit sauf en période de campagne électorale, ce qui n'est pas le cas».

Dès lors, se demande notre interlocuteur, «pourquoi avoir autorisé le meeting s'il est interdit d'en informer la population ?

Tout ceci est insensé et prouve que ces autorisations ne sont en fait qu'un leurre, ils ne veulent pas que nous allions vers le citoyen, ils craignent ce contact avec la population qui pourrait bien adhérer à notre lutte pacifique».

Malgré cet interdit, le meeting lui, demeure jusque-là autorisé et aura lieu comme prévu à la salle de cinéma El-Feth à partir de 14 h.

Amel B.

Appel de la CNCD Coordination France à un rassemblement samedi à Paris

Le 19 mars 1962, le peuple algérien a récupéré son territoire après un combat héroïque. Il aspirait à vivre dans la paix, la dignité, la liberté et l'égalité.

Mais un demi-siècle plus tard, l'Algérie est toujours sous le joug d'un système politico-maffieux aujourd'hui réduit à jouer les supplétifs d'un dictateur, Kadhafi, en guerre totale contre son peuple.

Fidèle aux sacrifices consentis par le peuple algérien dans son combat pour les libertés démocratiques, la CNCD – Coordination France – appelle la communauté algérienne à un rassemblement, place de la République, Paris, samedi 19 mars 2011 à 14h.

Soyons nombreuses et nombreux pour soutenir nos compatriotes en Algérie qui ont plus que jamais besoin de nous, pour le changement du système ; la levée effective de l'état d'urgence ; une Algérie démocratique et sociale ; l'ouverture des champs politique et médiatique ; le travail et la justice sociale ; l'union de tous les patriotes ; l'abrogation du code de la famille ; la reconnaissance de l'identité amazighe et l'officialisation de la langue.

Premiers signataires : Parti pour la laïcité et la démocratie, Rassemblement pour la culture et la démocratie, Association de culture berbère, Association des étudiants nord-africains de France, Amitié franco-berbère, Association des femmes euro-méditerranéenne contre les inégalités, Association nationale pour la promotion de la laïcité en Algérie, Collectif des enseignants du berbère de Paris.

La section CNCD de Béjaïa appelle à une marche pour le samedi 19

La section de Béjaïa de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a lancé un appel à une marche populaire au niveau du chef-lieu de la wilaya pour le samedi 19 mars, journée coïncidant avec le 49^e anniversaire de la proclamation du cessez-le-feu en Algérie.

La manifestation de rue de la CNCD, version partis politiques, s'ébranlera, à partir de 11h, de l'esplanade de la maison de la culture pour aboutir au siège de la radio locale, en passant par le siège de la wilaya et le

TRB en haute ville, avec comme mot d'ordre majeur l'exigence «d'un changement radical du système».

Dans sa déclaration d'«appel à la marche de la dignité et de la démocratie pour arracher la liberté par

le départ du système en place», la CNCD de Béjaïa note que «dans leur panique, les tenants du pouvoir, au lieu de répondre aux aspirations de la jeunesse, manipulent, appellent au meurtre et à la haine raciale, structurent la délinquance et maintiennent le statu quo». Le 19 mars 1962, le peuple algérien recouvrait son indépendance après une guerre de libération héroïque mais l'idéal

pour lequel se sont sacrifiés les valeureux martyrs et pour lequel des millions d'Algériens ont lutté «a été détourné et confisqué par une poignée de traîtres fossoyeurs de la révolution (...) de 1962 à nos jours, au moyen de la fraude électorale, corruption, censure et injustice», ont soutenu dans leur document les animateurs de la section de Béjaïa de la CNCD .

A. K.

Les postiers interpellent Sidi Saïd

Ayant appris que l'AG constitutive, initialement prévue pour le 23 mars prochain, vient d'être reportée pour la énième fois, des postiers d'Algérie Poste viennent d'adresser une lettre au SG de l'UGTA, Madjid Sidi-Saïd, dans laquelle ils l'exhortent de maintenir cette conférence afin de «sauvegarder le crédit de l'UGTA au sein de la Poste».

Dans une lettre explicative, les délégués des bureaux de coordination d'Algérie Poste, affiliés à l'UGTA, rappellent au secrétaire général de l'UGTA que les multiples reports,

depuis huit ans, et qui restent inexplicables, «privent les 30 000 postiers de disposer d'une instance nationale susceptible de fédérer, d'organiser et de porter leurs légitimes revendications».

En outre, les représentants des postiers rappellent à Madjid Sidi-Saïd les différentes conventions et autres accords qui ont été négociés en leur absence, l'absence de comité de participations ainsi que la gestion des œuvres sociales par des personnes étrangères à la Poste.

«Ce qui est plus grave aujourd'hui, rappellent ces syndicalistes, ce sont ces informations qui font état de projets décisifs pour l'avenir des salariés, tels que l'ouverture du capital de la

Poste et sa transformation en société anonyme, sans qu'aucune instance ne vienne les démentir, ce qui tranquillisait les postiers, directement concernés.»

Aussi, les représentants des bureaux de coordination, qui rappellent à Sidi-Saïd la dynamique syndicale qui anime d'autres secteurs, lancent un ultime appel afin de «convoquer en urgence la conférence constitutive, élargir le conseil syndical aux représentants de toutes les wilayas du pays, faire respecter toutes les dispositions statutaires ainsi que ses directives quant à la transparence et au choix démocratique des délégués».

Y. Y.